



MAIRIE DE NANTERRE

24-AT-1446

Arrêté temporaire événement
n° 24-AT-1446

LE MAIRE DE LA VILLE DE NANTERRE,

Portant réglementation du
stationnement
**rue des Anciennes Mairies et
rue du Grand Champ
du 30/05/2024 au 03/06/2024**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment l'article R.417-10

Votre correspondant :

SERVICES TECHNIQUES
Direction INFRA -BM/DP

Tel : 01.47.29.50.50

Fax : 01.47.29.48.22

Considérant que la MAIRIE DE NANTERRE organise un événement des arts de la rue intitulé PARADE,

Considérant de fait qu'il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement afin de maintenir la sécurité publique,

ARRÊTE

Article 1 : À compter du 30/05/2024 à 18h00 et jusqu'au 03/06/2024 à 18h00, le stationnement de tous les véhicules est interdit rue des Anciennes Mairies, de la rue Volant jusqu'à la rue de l'Eglise et rue du Grand Champ.

Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux véhicules des services municipaux et véhicules munis d'un macaron "PARADE(S) 2024".

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par la MAIRIE DE NANTERRE.

Article 3 : La MAIRIE DE NANTERRE est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



NANTERRE, le 18 avril 2024

Le Maire de NANTERRE

Raphaël ADAM

DIFFUSION:

- . COMMISSARIAT DE POLICE
- . DLITP (MAIRIE DE NANTERRE)
- . Monsieur Vincent LARIVE (MAIRIE DE NANTERRE)
- . Madame Marianne KONATE (MAIRIE DE NANTERRE)
- . Monsieur Karl DELAVANT (MAIRIE DE NANTERRE)
- . Monsieur Bruno MENEL (MAIRIE DE NANTERRE)

Conformément à l'article R.421-1 du code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de